

Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre
Cinquième cycle de présentation de rapports, législature 2014-2015

Rapport de Haiti à titre de pays Partie touché



prais

Sommaire

I. Indicateurs de résultats

- A. Objectif opérationnel 1 : Plaidoyer, sensibilisation et éducation
 - Indicateur CONS-0-1
 - Indicateur CONS-0-3
 - Indicateur CONS-0-4
- B. Objectif opérationnel 2 : Cadre politique
 - Indicateur CONS-0-5
 - Indicateur CONS-0-7
- C. Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances
 - Indicateur CONS-0-8
 - Indicateur CONS-0-10
- D. Objectif opérationnel 4 : Renforcement des capacités
 - Indicateur CONS-0-13
- E. Objectif opérationnel 5 : Financement et transfert de technologies
 - Indicateur CONS-0-14
 - Indicateur CONS-0-16
 - Indicateur CONS-0-18

II. Flux financiers

Annexe financière type

III. Informations complémentaires

IV. Soumission

CONS-O-1

Nombre et importance des activités d'information organisées sur le thème de la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS) et/ou des synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité, et public atteint par les médias abordant la question de la DDTS et des synergies DDTS

Objectif général

Pourcentage de la population informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

30 %

2018

Contribution nationale à l'objectif général

Pourcentage de la population nationale informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

0,97

2011

2013

2015

2017

2019

Objectif national volontaire

Pourcentage de la population nationale informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

%

Année

0,97

2013

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

--

Activités d'information

Année	Nombre d'activités	Estimation du nombre total de participants
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	11	7500
2013	31	16000
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Produits médias et programmes de radio/télévision concernant ces événements

Année	Nombre	Estimation du public touché
2012	3	15500
2013	5	85300
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Sources d'information

Institutions de mise en oeuvre (PNUD, FAO, MDE, HELVETAS)

www.lematinhaiti.com; hpnhaiti.com; pohdh.org; alterpresse.org

<https://www.youtube.com/watch?v=xWiz1rP69U8>; <https://www.youtube.com/watch?v=IUXepoZtdjY>

Évaluation qualitative

Votre pays dispose-t-il d'une stratégie nationale de communication consacrée à la DDTS et/ou aux synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité ?

Oui Non

Objectif opérationnel 1 : Plaidoyer, sensibilisation et éducation

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (p. ex. concernant la mise en œuvre de la Stratégie globale de communication, les activités relatives à la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification, etc.) :

Des activités sont organisées ou appuyées par le Gouvernement et ses partenaires de manière occasionnelle. Il n'y a pas de stratégies de communication clairement définies pour orienter l'action gouvernementale dans ce domaine.

CONS-O-3

Nombre d'organisations de la société civile (OSC) et d'institutions scientifiques et technologiques (IST) participant aux processus liés à la Convention

Objectif général

Une croissance régulière de la participation des OSC et IST aux processus liés à la Convention est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

Contribution nationale à l'objectif général : nombre d'OSC et d'IST impliquées dans des programmes/projets liés à la DDTS

Année	Nombre d'organisations de la société civile	Nombre d'institutions scientifiques et technologiques
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	4	1
2013	4	2
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Sources des informations : nom des CSO et des IST

PSC-CC; rapport de projet

www.lenouvelliste.com; pohdh.org;

Objectif national volontaire

Augmentation en pourcentage du nombre d'OSC et d'IST participant au processus de la Convention au niveau national, par exercice biennal

%

20

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Évaluation qualitative

Votre pays met-il en place des initiatives afin d'augmenter la participation des OSC et des IST aux projets et programmes liés à la DDTS ?

Oui

Non

Décrivez brièvement les actions menées à l'échelle nationale pour promouvoir la participation des OSC et des IST aux processus liés à la Convention.

Des OSC et IST sont parfois invitées à participer à des ateliers de travail liés à la DDTS; des IST peuvent aussi participer à la conduite d'études sur des thématique en rapport avec la dégradation des terres. Cependant, très peu d'actions concrètes ont été menées pour promouvoir la participation directe des OSC et des IST aux processus liés à la Convention. En raison des retards observés dans l'implémentation du Plan National de Lutte contre la Désertification, les actions envisagées n'ont pas pu être menées.

CONS-O-4

Nombre et type d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les organisations de la société civile (OSC) et les institutions scientifiques et technologiques (IST) dans le domaine de l'éducation

Objectif général

Une croissance régulière du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Contribution nationale à l'objectif général : nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation

Année	Nombre d'initiatives des OSC	Nombre d'initiatives des IST
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	4	1
2013	4	2
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Sources des informations

Institutions de mise en oeuvre et plateforme société civile
https://www.facebook.com/Eko.Ayiti/photos/a.484495911601617.127753.101765513207994/484
http://unfccc.int/resource/docs/natc/htinc2.pdf

Objectif national volontaire

Augmentation en pourcentage du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place dans le domaine de l'éducation par les OSC et les IST, par exercice biennal

%

20

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Évaluation qualitative

Votre pays met-il en place des initiatives visant à augmenter le nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en œuvre par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation ?

Oui Non

Décrivez brièvement les actions menées à l'échelle nationale pour augmenter le nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation.

Projet pilote d'adaptation mis en oeuvre pour favoriser l'intégration des organisations communautaires de base de la société civile pour appuyer la sensibilisation et faciliter l'appropriation d'activités.

CONS-0-5

Nombre de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales ayant finalisé la formulation/ révision des programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux (PAN/PASR/PAR) alignés sur la Stratégie, en prenant en compte les informations biophysiques et socio-économiques, la planification et les politiques nationales, et les cadres d'investissement intégrés

Objectif général

Pourcentage de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales qui ont formulé/révisé un PAN/PASR/PAR aligné sur la Stratégie

≥ 80 %

2018

Contribution nationale à l'objectif général

Votre pays a-t-il adopté un PAN aligné sur la Stratégie ?

Oui Non

Évaluation qualitative

Votre PAN est-il mis en œuvre ?

Oui Non

Veillez répondre aux deux questions suivantes uniquement si votre pays n'a pas aligné le PAN sur la Stratégie

Objectif national volontaire

Quand prévoyez-vous d'aligner votre PAN sur la Stratégie ?

2014-2015



2016-2017



2018-2019



No Plan Yet



Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Évaluation qualitative

Fournissez le cas échéant toute information supplémentaire (par ex. circonstances nationales affectant le processus d'alignement et de mise en œuvre du PAN).

-Manque de ressources financières;
-pas de prise en compte directe de la désertification dans la planification nationale auquel cas il n'y a pas de provisions pour cet aspect dans le budget national.
-déficit de promotion du PAN pour pouvoir mobiliser des ressources;
-manque d'initiatives visant à informer la population et faciliter la participation des acteurs dans la lutte contre la désertification.

Sources des informations

Entretiens avec des acteurs (FAO, BID, PNUD, MPCE, MARNDR, etc.)

CONS-O-7

Nombre d'initiatives de nature à favoriser les synergies au niveau de la planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio, ou nombre de mécanismes de mise en œuvre conjointe, à tous les niveaux

Objectif général

Chaque pays Partie touché a mis en place soit un plan national conjoint, soit un ou des mécanismes fonctionnels pour assurer les synergies entre les trois conventions de Rio

2014

Contribution nationale à l'objectif général

Des initiatives conjointes de planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio ont-elles été mises en œuvre par votre pays au cours de la période considérée ?

Oui Oui, mais uniquement pour deux des conventions de Rio Non

Existait-il des mécanismes opérationnels qui ont facilité la mise en œuvre conjointe des trois Conventions de Rio au cours de la période de référence ?

Oui Oui, mais uniquement pour deux des conventions de Rio Non

Veuillez répondre aux questions suivantes si votre pays n'a pas mis en place un tel mécanisme ou initiative

Objectif national volontaire

Votre pays prévoit-il de mettre en œuvre des mécanismes opérationnels pour la mise en œuvre conjointe et quand ?

2014-2015 2016-2017 2018-2019 No Plan Yet

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Veuillez répondre aux questions suivantes si votre pays a mis en place un tel mécanisme ou initiative

Évaluation qualitative

Si votre pays a mis en place des initiatives de nature à favoriser les synergies au niveau de la planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio, précisez le type d'initiative(s) conjointe(s):

Évaluation des plans nationaux et identification des écarts de synergies Identification des secteurs et politiques nationaux susceptibles de bénéficier des synergies et de la coopération Révision des politiques nationales visant à renforcer la coopération et les synergies Renforcement des capacités institutionnelles et scientifiques et de la sensibilisation des parties prenantes concernées Autre

Sources des informations

MDE, MTPTC, MARNDR

CONS-0-8

Nombre de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales ayant mis en place et appuyé un système national/sous-régional/régional de suivi de la DDTS

Objectif général

Pourcentage des pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations ayant mis en place et soutenu des systèmes de suivi national de la DDTS

≥ 60 %

2018

Contribution nationale à l'objectif général

Existe-il dans votre pays un système de suivi entièrement dédié à la DDTS ?

Oui Non

Dans l'affirmative, le système de suivi est-il actualisé régulièrement et fonctionnel ?

Oui Non

Veillez répondre aux questions suivantes si votre pays n'a pas mis en place et appuyé des systèmes de suivi nationaux pour la DDTS avant la fin de la période de référence actuelle

Objectif national volontaire

Quand votre pays prévoit-il de mettre en place et d'appuyer un système national de suivi de la DDTS ?

2014-2015 2016-2017 2018-2019 No Plan Yet

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Sources des informations

CNIGS, ONEV, MDE

Évaluation qualitative

Votre pays possède-t-il un système de suivi partiellement dédié à la DDTS ?

Oui Non

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (par ex. difficultés majeures rencontrées, manière dont le système est appuyé, etc.) :

Ces institutions fonctionnent le plus souvent comme des projets avec des financements spécifiques. Les contraintes financières constituent de véritables barrières à la mise en branle d'un système de suivi adéquat. Il existe également un manque de clarté dans les mandats des institutions qui les porte souvent à négliger certains aspects. Parmi les difficultés majeures on peut aussi mentionner la faiblesse de certaines structures comme ONEV, le manque de ressources humaines qualifiées, etc.

Systèmes de partage des connaissances

Dressez la liste de tout système pertinent de partage des connaissances sur la DDTS dans votre pays, en fournissant un lien Internet et une estimation du nombre annuel d'utilisateurs (ajoutez autant de lignes que nécessaire).

Nom du système :

Centre National d'Informations Géospaciales

Internet link:

http://cnigs.ht/CNIGS/

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

Nom du système :

Observatoire National de l'Environnement et de la Vulnérabilité

Internet link:

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances

Nom du système :	Ministere de l'Environnement
Internet link:	http://www.mde-h.gouv.ht
Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:	

Nom du système :	
Internet link:	
Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:	

Nom du système :	
Internet link:	
Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:	

CONS-O-10

Nombre de PAN/PASR/PAR révisés attestant que les facteurs déterminants de la DDTs et leurs interactions sont connus ainsi que l'interaction entre DDTs, changement climatique et biodiversité

Objectif général

Pourcentage de PAN/PASR/PAR révisés qui ont été soumis avec succès à une auto-évaluation qualitative.

≥ 70 %

2018

CONS-0-13

Nombre de pays, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations ayant entrepris de renforcer leurs capacités de lutte contre la DDTS sur la base de l'Auto-évaluation nationale des capacités (AENC) ou d'autres méthodologies et instruments

Objectif général

Pourcentage des pays Parties affectés, des entités sous-régionales et régionales communiquant des informations qui mettent en œuvre des plans ou des programmes/projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS

≥ 90 %

Contribution nationale à l'objectif général

Votre pays met-il en œuvre des plans ou des programmes/projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS sur la base de l'AENC ?

Oui Non

Votre pays met-il en œuvre des plans ou des programmes/projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS sur la base d'autres méthodologies et instruments visant à évaluer les besoins nationaux en matière de renforcement des capacités ?

Oui Non

Fournissez toutes informations pertinentes relativement à la taille, la portée, l'efficacité et le statut des initiatives mises en place, ou d'autres informations complémentaires le cas échéant

-mise en oeuvre de projet par FAO avec forte composante en agroforesterie;
-projets pilotes d'adaptation mis en oeuvre par le PNUD en collaboration avec MDE;
-le Small Grant Programme de microfinancement mis en oeuvre dans 5 départements géographiques couvrant cinq domaines dont changements climatiques, conservation de la biodiversité, lutte contre dégradation des terres.
-Réalisation d'études thématiques (foncier, économique, etc.); identification et caractérisation de sites pilotes pour la réalisation d'activités, etc.

Sources des informations

MDE, PNUD, FAO

Évaluation qualitative

Votre pays a-t-il évalué les besoins en matière de renforcement des capacités pour lutter contre la DDTS ?

Oui Non

Votre pays a-t-il bénéficié d'une assistance technique et/ou financière afin de renforcer ses capacités dans le cadre de la lutte contre la DDTS ?

Oui Non

Dans l'affirmative, de la part de quelles institutions et quel type d'assistance a-t-il été fourni ?

Financière

Technique

Secrétariat de la CNULCD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Mécanisme mondial	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fonds pour l'environnement mondial	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Agences bilatérales	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres organisations multilatérales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

CONS-O-14

Nombre de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales dont les cadres d'investissement, établis conformément à la stratégie de financement intégrée (SFI) définie par le Mécanisme mondial (MM), ou conformément à d'autres SFI, sont conçus de manière à avoir un effet de levier sur les ressources nationales, bilatérales et multilatérales pour lutter contre la DDTS

Objectif général

Pourcentage de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations qui ont développé des cadres d'investissement intégrés (CII)

≥ 50 %

2014

Contribution nationale
à l'objectif général

Votre pays dispose-t-il d'un cadre d'investissement intégré ?

Oui Non

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (par ex. le CII est-il articulé autour du PAN, financement non-traditionnel et innovant ciblé par le CII, aperçu des progrès réalisés dans la mise en place du CII dans votre pays, assistance pour le développement ou la mise en place du CII reçue du MM ou d'autres partenaires de développement, etc.)

Le Mécanisme Mondial pourvoit l'appui à la formulation de stratégies financières intégrées pour la GDT. La SFI est un point d'entrée pour mobiliser des ressources au-delà de la GDT. Elle est élaborée conformément au guide méthodologique conçu pour la réalisation de la SFI, lequel a inspiré des approches convergentes adoptées par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) qui prônent la gestion axée sur les résultats. Le développement de la SFI met en exergue une compréhension de la mobilisation des ressources pour la GDT en Haïti portée par un diagnostic du contexte national – l'environnement porteur – et une analyse des sources, instruments et mécanismes financiers internes, externes et novateurs de la GDT. Il révèle les barrières – causes, contraintes, obstacles et lacunes – ainsi que les conditions favorables à la mobilisation de ressources. Toute une série de recommandations en est issue pour définir, orienter et encadrer les mesures à préconiser afin de garantir le financement de la GDT. Ainsi ces recommandations servent-elles à l'établissement de son cadre de mise en œuvre qui inclut un plan d'action et un plan de suivi-évaluation.

Sources des
informations

MDE, PNUD

CONS-O-16

Degré d'adéquation, d'à-propos et de prévisibilité des ressources financières mises à disposition par les pays Parties développés pour lutter contre la DDTS

Évaluation de l'aide bilatérale reçue pour la mise en œuvre de la Convention et de sa Stratégie au cours de la période de référence

Adéquation de l'aide bilatérale reçue	Adequate	<input type="checkbox"/>
	Plutôt adéquate	<input type="checkbox"/>
	Inadéquate	<input checked="" type="checkbox"/>
À-propos de l'aide bilatérale reçue	Appropriée	<input type="checkbox"/>
	Plutôt appropriée	<input type="checkbox"/>
	Inappropriée	<input checked="" type="checkbox"/>
Prévisibilité de l'aide bilatérale reçue	Prévisible	<input type="checkbox"/>
	Plutôt prévisible	<input type="checkbox"/>
	Imprévisible	<input checked="" type="checkbox"/>

Fournissez toute information complémentaire (par ex. information complémentaire concernant d'autres aspects que ceux mentionnés ci-dessus qui ont un impact sur la planification adéquate et la mise en œuvre efficace de la Convention dans votre pays, etc.)

Les barrières à la mobilisation de ressources externes sont relatives à la connaissance, et la coordination des bailleurs et la prise en compte de la GDT dans leurs activités. Elles sont mises en évidence comme suit

- Peu d'informations accessibles sur les bailleurs et dispersion des informations disponibles sur ces derniers;
- Manque de connaissance des mécanismes financiers des bailleurs;
- Manque de connaissance des procédures des bailleurs;
- Insuffisance des capacités et incohérence des structures chargées de la coordination des bailleurs de fonds;
- Pas de stratégie nationale pour orienter le financement dont Haïti bénéficie du FEM;
- Peu de projet de GDT financés par le FRH.

Évaluation qualitative

Votre pays a-t-il bénéficié d'une assistance pour l'obtention de financements de la part de donateurs bilatéraux ? Oui Non

CONS-0-18

Montant des ressources financières et type de mesures d'incitation ayant facilité l'accès aux technologies par les pays Parties touchés

Objectifs généraux

Une croissance régulière des ressources financières attribuées pour faciliter l'accès aux technologies par les pays Parties touchés est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Une croissance régulière du nombre d'incitations économiques et politiques communiquées dans des rapports est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Contribution nationale à l'objectif : estimation du montant des ressources financières attribuées pour faciliter l'accès aux technologies

Année	Monnaie	Montant
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	USD - US Dollar	3294117
2013	USD - US Dollar	3294117
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Votre pays a-t-il mis en place des mesures d'incitation économiques et politiques pour faciliter l'accès aux technologies ?

Oui

Non

Sources des informations

Document de Stratégies de Financement Intégré pour la GDT (Octobre 2013)

Objectifs nationaux volontaires

Pourcentage d'augmentation des ressources financières attribuées pour faciliter l'accès aux technologies pour une année déterminée

%

Année

0

2013

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Évaluation qualitative

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (par ex. un bref aperçu des aspects spécifiques et de la nature du transfert de technologies dans votre pays, des aspects nécessitant un transfert de technologies accru, etc.)

Vulgarisation des techniques biologiques.

Pour rendre les systèmes agricoles plus durables, on doit favoriser les techniques biologiques par rapport aux techniques mécaniques. Cette démarche implique la multiplication des options et des espèces pour l'intégration des arbres et d'autres cultures pérennes dans les systèmes agricoles. On doit aussi favoriser les cultures pérennes par rapport aux cultures annuelles sur les versants susceptibles à l'érosion. Le développement des filières de cultures pérennes très efficaces dans les systèmes durables est à rechercher. Finalement, on doit chercher à maximiser la rentabilité de ces cultures pour les cultivateurs qui pratiquent des techniques de conservation biologique dans leurs exploitations.

Identification

Code d'identification Précisez le Code d'identification (CI), le numéro ou l'acronyme attribué à l'activité financée (si connus)

--

Désignation de l'activité financée Précisez le nom ou le titre de l'activité, du projet, du programme, de l'organisation ou de l'initiative

aménagement de bassins versants et gestions des ressources naturelles

Données de référence

Pays, sous-région et région bénéficiaires Précisez le nom du/des pays, sous-région(s) ou région(s) où l'activité est ou sera mise en place. Inscrivez « Mondial » si l'activité est à l'échelle mondiale ou si elle n'a pas de frontières géographiques spécifiques

Catégorie	Emplacement
Country	Haiti

Situation

Indiquez la situation de l'activité au moment de la soumission de ce formulaire

Convenue

Proposée

En cours

Achevée

Cofinancement

Source	Monnaie	Montant
PNUD	USD - US Dollar	1370000
GEF	USD - US Dollar	504800
Autres (Suisse, Norvège, etc.)	USD - US Dollar	2410000

Type de financement

Indiquez les instruments utilisés pour financer l'activité

- | | |
|--|-------------------------------------|
| Don | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Prêt (commercial) | <input type="checkbox"/> |
| Prêt (concessionnel) | <input type="checkbox"/> |
| Ouverture de crédit | <input type="checkbox"/> |
| Échange de créances/allègement de la dette | <input type="checkbox"/> |
| Financement commun | <input type="checkbox"/> |
| Appui sectoriel | <input type="checkbox"/> |
| Fonds souverain | <input type="checkbox"/> |
| Paiements pour Services Environnementaux (PSE) | <input type="checkbox"/> |
| Financement axé sur les résultats | <input type="checkbox"/> |
| Prise de participation | <input type="checkbox"/> |
| Capital-risque | <input type="checkbox"/> |
| Transferts de fonds | <input type="checkbox"/> |
| Produits dérivés | <input type="checkbox"/> |
| Placements mixtes | <input type="checkbox"/> |
| Investissements à impact | <input type="checkbox"/> |
| Microcrédit | <input type="checkbox"/> |
| Obligations | <input type="checkbox"/> |
| Assurance | <input type="checkbox"/> |
| Hypothèques/garanties | <input type="checkbox"/> |
| Garanties de marché | <input type="checkbox"/> |
| Autre | <input type="checkbox"/> |

Classification

Marqueurs de Rio

Attribuez le Marqueur de Rio pour la désertification approprié à l'activité financée (cochez seulement l'une des cases ci-dessous)

CNULCD		1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
CCNUCC	0 <input checked="" type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
CDB	0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	

Code d'activité
pertinent (CAP)

Code d'activité Indiquez tous les CAP pouvant s'appliquer à l'activité financée

Gestion des connaissances

Recherche Campagnes d'information Plaidoyer/Intégration Comptabilisation du capital naturel Suivi de la dégradation des terres Présentation de rapports

Activités habilitantes

Renforcement des capacités Gouvernance et institutions Politiques, stratégies and réglementations Évaluation économique de l'utilisation/des modifications d'affectation des terres Incitations et mécanismes de marché Mobilisation des ressources Aide au développement

Prévention de la dégradation des terres

Adaptation au changement climatique Préservation des ressources naturelles Amélioration de la résilience des écosystèmes Gestion durable des terres et des ressources naturelles Production durable Consommation durable

Restauration et récupération

Boisement/reforestation pour la fixation du carbone Réhabilitation des écosystèmes Reconstruction/réhabilitation des infrastructures Restauration/récupération des terres Mesures d'urgence Opérations de délocalisation/de sauvetage/de secours Objectifs stratégiques
et opérationnels visés

Indiquez quel objectif stratégique et/ou opérationnel de la Stratégie est visé par l'activité financée

Objectif stratégique 1 : conditions de vie des populations touchées Objectif stratégique 2 : condition des écosystèmes touchés Objectif stratégique 3 : bénéfiques à l'échelle mondiale Objectif stratégique 4 : mobilisation des ressources et instauration de partenariats Objectif opérationnel 1 : plaidoyer, sensibilisation et éducation Objectif opérationnel 2 : cadre politique Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances Objectif opérationnel 4 : renforcement des capacités Objectif opérationnel 5 : financement et transfert de technologies

Add new 'Unified financial annex' full section

Problèmes liés à la procédure de rapport

Ressources financières

Votre pays a-t-il disposé de suffisamment de ressources financières pour respecter les obligations de rapport de la CNULCD ? Oui Non

Veillez fournir une estimation du montant investi sur le budget national de votre pays au cours du présent processus de rapports de la CNULCD

Année	Monnaie	Montant
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	USD - US Dollar	0
2013	USD - US Dollar	0
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Ressources humaines

Veillez fournir une estimation du nombre de personnes de votre pays impliquées dans le processus de rapports de la CNULCD, et du nombre total de mois consacrés par ces personnes à ce processus

Année	Nombre de personnes	Nombre de mois
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	0	0
2013	0	0
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Connaissances

Votre pays a-t-il disposé de suffisamment de connaissances techniques et scientifiques pour satisfaire aux obligations de rapport de la CNULCD ? Oui Non

Si non, veuillez décrire les principales raisons et difficultés rencontrées

- Désuétude, ambiguïté et insuffisance de la législation relative à la GDT
- Faible application de la loi relative à la GDT
- Pas de cadre légal ou réglementaire systématisant les principes de GDT
- Caractère fondamentalement coercitif de la législation environnementale
- Absence de normes relatives à la certification
- Faiblesse des contributions fiscales prévues pour l'alimentation des fonds environnementaux
- Absence d'une structure formelle et opérationnelle de coordination des actions contre la dégradation des terres
- Inexistence d'une loi organique pour le MDE
- Absence des entités du SNGE, notamment celles devant promouvoir et concrétiser la GDT
- Connaissance limité des besoins et des ressources des institutions en matière de GDT
- Compétences techniques limitées des cadres du MDE en matière de mobilisation de ressources, de négociation, de développement de partenariat et de gestion de projet
- Inexistence d'un système cohérent d'élaboration des documents de politique
- Caractère non systématique et implicite des principes de GDT dans les politiques nationales
- Multiplicité de programmes et projets extra-budgétaires

• Manque de synergie dans l'implémentation des stratégies, programmes et projets

Coordination

La coordination à l'échelle nationale avec les ministères d'exécution compétents a-t-elle été satisfaisante pour présenter des rapports de manière complète et cohérente ? Oui Non

Participation et consultation

Une approche participative ou consultative a-t-elle été mise en place pour impliquer toutes les parties prenantes à la procédure de rapport ? Oui Non

Validation

Une réunion de validation a-t-elle été organisée dans le cadre de la procédure de rapport ? Oui Non

Processus sous-régionaux et régionaux

Votre pays a-t-il coopéré avec les entités chargées de la préparation des rapports sur le programme d'action sous-régional et régional ? Oui Non

Adaptation des demandes spécifiques des décisions de la Conférence des Parties

Rapport sur certaines demandes spécifiques à la COP : processus itératif relatif aux indicateurs

Ne cochez les cases que si vous avez rencontré des problèmes lors de la présentation de rapports sur un ou plusieurs indicateurs de performance. En le faisant, cochez la case du ou des critère(s) e-SMART correspondant au problème rencontré.

	Économique	Spécifique	Mesurable	Réalisable	Pertinent	Limité dans le temps
CONS-0-1	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-3	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-4	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-7	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-8	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-10	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-13	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-14	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-16	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-18	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Autres problèmes nationaux

Votre pays est-il confronté à tout autre problème spécifique à porter à l'attention de la Conférence des Parties ?

Oui Non

Submission form

Nom de l'agent chargé du rapport	Astrel Joseph
Date de soumission	28 Juillet 2014
S'il vous plaît, entrez votre adresse e-mail d'autoriser cette présentation	astreljo@yahoo.fr
Nom de l'ordonnateur	Dr. Jean Fracois THOMAS
Date d'autorisation	
S'il vous plaît, entrez votre adresse e-mail d'autoriser cette présentation	docjeanfrancoisthomas@yahoo.fr